

PRINCIPAUX CONSTATS FAITS LORS DE LA MISSION AU JAPON DU 16 AU 19 JANVIER 2012

- 1) Les populations évacuées, surtout au delà de la zone équivalente à nos PPI (périmètre des 10 km) n'étaient pas du tout informées du risque nucléaire dû à la centrale de Fukushima. Elles n'avaient jamais envisagé ni même imaginé devoir un jour être évacuées ou éloignées de leur territoire auquel elles sont attachées. Les maires remettent en question les périmètres définis dans les plans de secours, la situation démontre leur absurdité. Les collectivités touchées ne reprendront pas confiance aux discours des pro nucléaires.
- 2) Les responsables locaux (maires des communes concernées par l'accident nucléaire) estiment que juste après l'accident, l'information et la communication, certes rendues difficiles par manque de moyens (plus de télécommunication, ni d'électricité durant deux à trois semaines), ont été très insuffisantes et contradictoires. Ils ont dû parfois prendre la décision d'évacuer les habitants de leur commune en fonction des quelques informations qui leur parvenaient, par principe de précaution, et absolument pas sur la base de données sûres et validées par le gouvernement. Ils reprochent au gouvernement d'avoir transmis aux USA des informations précises et fiables deux jours après l'accident alors qu'ils ne les ont reçues que neuf jours après l'accident.
- 3) Les décisions gouvernementales n'étant pas claires et étant parvenues tardivement, les modes d'évacuation décidée par les responsables locaux ont été variables. Certains ont fait une évacuation générale rapide en quelques jours, d'autres ont procédé à une évacuation réfléchi et progressive sur deux mois.
- 4) Les zones évacuées ne sont pas interdites. Sur les axes routiers entrant dans la zone des 20 km il y a des postes de contrôle de police, mais les personnes évacuées peuvent y pénétrer pour retourner chez eux durant quatre heures par semaine et le nombreux personnel qui travaille sur le site des centrales accidentées y circule en permanence. Dans l'extension de la zone évacuée au nord-ouest la circulation routière et probablement ferroviaire sont libres et permanentes. Certaines entreprises ont repris leurs activités et les ouvriers rentrent chaque jours pour y travailler et ressortent le soir pour rejoindre leurs logements d'accueil.
- 5) La gestion à moyen et long termes repose surtout sur les responsables locaux, c'est-à-dire les maires et leurs équipes.
- 6) Les opérations de décontaminations, qui semblent être expérimentales, sont difficiles et délicates. Le décapage en surface des sols (sur environ cinq centimètres) génère des volumes de déchets très importants dont on ne sait pas quoi faire. Pour l'instant ils sont mis dans des sacs plastiques stockés sur place (par exemple dans la cours des écoles), il est envisagé de les déplacer dans un lieu de stockage plus important dans chaque commune (fosses creusées puis recouvertes par cinquante centimètres de terre). Il n'y a pas de plan de gestion gouvernemental pour l'instant. La décontamination des bâtiments est faite soit par frottement manuel, soit par utilisation d'eau sous pression, cette dernière technique conduit à trouver des points de contamination importante dans les caniveaux et les égouts ...probablement les rivières et fleuves. Quelque fois ces travaux, qui font baisser le débit de dose ambiant, doivent être recommencés car on constate une remontée du débit de dose suite à une nouvelle contamination des lieux due aux phénomènes météorologiques (vent, pluies..). Les intervenants opèrent sans aucunes protections et ne font l'objet d'aucun contrôle sanitaire et radiologique.

- 7) Les responsables gouvernementaux disent qu'un suivi médical est déjà mis en place surtout pour les enfants, mais ceci ne nous a pas été confirmé par les populations évacuées que nous avons rencontrées.
- 8) Les indemnités sont difficiles à obtenir car TEPCO est ruiné et l'état n'a pas pris le relais. Ce sont donc les collectivités locales qui avancent l'argent. Il est très difficile d'avoir une estimation du coût des indemnités liées uniquement à l'aspect nucléaire de la catastrophe. Ce qui est annoncé par le gouvernement, c'est que le coût global pour la reconstruction serait de l'ordre de 170 Milliards d'Euros, on peut penser que la part nucléaire s'élèverait à plusieurs dizaines de Milliard d'Euros.
- 9) Le gouvernement souhaite un retour des populations dans les territoires évacués le plus rapidement possible, dans un délai de un à trois ans. Pour cela il a fixé une valeur de dose annuelle admissible ou « acceptable » pour la population à 20 milli Sievert, soit vingt fois la valeur normale hors situation accidentelle. En France suite aux travaux du CODIRPA (comité directeur pour la gestion post accidentelle), la valeur proposée est de 10 milli Sievert. De plus il semblerait que les indemnités des populations évacuées soient limitées à un an. Néanmoins, bien que les Japonais soient très disciplinés et respectueux des règles et directives, nombreux d'entre eux sont très réticents surtout les femmes et les familles ayant de jeunes enfants. On constate que dans les quelques écoles réouvertes, seulement 20 à 40 % des enfants ont repris les cours, dans un hôpital récemment réouvert, seulement 20% du personnel médical a repris le travail.
- 10) Les populations évacuées sont très inquiètes quant à leur retour en territoire plus ou moins contaminé. Elles disent que suite à une catastrophe naturelle, à laquelle elles sont malheureusement habituées, on nettoie et on reconstruit en améliorant les protections mais que suite à un accident nucléaire elles ne savent pas quoi faire car on ne voit pas de dégât matériel et on n'a aucun moyen d'agir contre ce mal invisible.
- 11) Au cours de notre mission de trois jours nous avons intégré une dose de 9 micros Sievert (2 μ Sv le premier jour à Tokyo et 7 μ Sv les deux jours suivant dans la préfecture de Fukushima) ce qui reste faible. A noter qu'au cours des deux vols en avion nous avons intégré une dose de 29 micros Sievert.